

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.175/4
DU 9 FÉVRIER 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 12 janvier 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « fixant les montants et les conditions d'octroi des subventions allouées aux communes pour les frais de fonctionnement des commissions de concertation communales », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. Le projet d'arrêté exécute l'article 10 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après le « CoBAT ») qui habilite le Gouvernement à fixer les conditions d'octroi aux communes des subventions pour le fonctionnement des commissions de concertation.

Conformément à l'article 10, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget, sont soumis à l'accord du Ministre du Budget, notamment, les projets d'arrêtés « qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner les dépenses ».

Néanmoins, il ressort du dossier que l'accord du Ministre du Budget n'a pas été demandé. D'une part, l'Inspecteur général des Finances a donné, le 2 septembre 2010, un avis favorable sur le projet d'arrêté en précisant que « la proposition ne comporte pas d'incidence budgétaire supplémentaire à charge de l'allocation de base 27.007.27.02.43.22 »¹ et, d'autre part, selon les termes de la note au Gouvernement du 14 octobre 2010, « la proposition ne comportant pas d'incidence budgétaire, l'accord du Ministre du Budget n'est pas requis ».

La section de législation ne peut considérer que le Gouvernement soit dispensé de solliciter l'accord du Ministre du Budget sur le texte à l'examen au motif qu'il n'y a aucune incidence budgétaire « supplémentaire » par rapport à celle qui a été prévue pour l'octroi de subventions en application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre 2006 fixant les montants des subventions allouées aux communes pour les frais de fonctionnement des commissions de concertation communales que le projet entend abroger. Dans la mesure où l'arrêté en projet concerne de nouvelles dispositions relatives à des subventions qui, par nature, entraîneront des dépenses pour la Région, l'accord du Ministre du Budget est requis en application de l'article 10, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 précité.

¹ À ce propos, voir l'ordonnance du 24 décembre 2010 contenant le Budget général des Dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2011, M.B., 19 janvier 2011, 1^{re} édition, pp. 5 400 et s., spéc. p. 5 924.

Il appartient donc au Gouvernement de veiller à l'accomplissement de cette formalité.

2. L'article 7, alinéa 2, du CoBAT, tel qu'inséré par l'ordonnance du 14 mai 2009², dispose comme suit :

« Le Gouvernement sollicite l'avis de la Commission régionale [de développement] sur les avant-projets d'ordonnance ainsi que sur les projets d'arrêtés relatifs aux matières visées au présent Code ayant une incidence notable sur le développement de la Région. La Commission régionale remet son avis dans les trente jours de la réception de la demande ».

Au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, lors des débats en Commission de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la politique foncière, les déclarations suivantes furent faites au sujet de la notion « d'incidence notable » au sens de l'article 7, alinéa 2, nouveau, du CoBAT :

« Le ministre-président explique qu'il s'agit de soumettre à l'avis de la CRD tout ce qui a une portée réglementaire, puisque tout ce qui est réglementaire peut avoir une incidence notable. Interprétée de la sorte, la disposition discutée constitue une avancée par rapport au texte ancien. Pratiquement toutes les ordonnances sont donc visées. Parmi les arrêtés, il ne faut sans doute pas soumettre -c'est un exemple- un arrêté de nomination. (...) Le ministre-président répond que c'est la raison pour laquelle l'article en discussion laisse une certaine liberté d'appréciation au Gouvernement en évoquant "l'incidence notable" (*Doc. parl.*, R.B.C., 2008-2009, n° A-527/2, pp. 80-81) »³.

Concernant le projet d'arrêté à l'examen, le Gouvernement a décidé, le 14 octobre 2010, de « solliciter l'avis de la Commission régionale de développement, dans un délai ne dépassant pas 30 jours, en vertu de l'article 7 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire ».

² Selon l'article 123 de l'ordonnance du 14 mai 2009, cette nouvelle disposition est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

³ Concernant la consultation de la Commission régionale de développement sur des avant-projets d'ordonnances, voir l'avis 44.942/4, donné le 1^{er} octobre 2008, sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 14 mai 2009 modifiant l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (*Doc. parl.*, Parl. R.B.C., 2008-2009, n° A-527/1), l'avis 47.606/4, donné le 13 janvier 2010, sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 9 décembre 2010 modifiant l'ordonnance du 19 mars 2009 portant modification du Titre VII et du Titre X du Code bruxellois de l'aménagement du territoire relative au droit de préemption (*Doc. parl.*, Parl. R.B.C., 2009-2010, n° A-94/1) ainsi que l'avis 47.684/4, donné le 1^{er} février 2010, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 septembre 2010 portant modification de l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du CoBAT.

Le 26 novembre 2010, la Commission régionale de développement a répondu, ce qui suit :

« La Commission a le regret de vous faire part de sa décision de ne pas remettre d'avis sur l'avant-projet d'arrêté repris en rubrique. Elle considère, en effet, que celui-ci vise à régler une question purement administrative qui n'a pas d'incidence notable sur le développement de la Région. A défaut d'avis dans les trente jours, il est donc réputé favorable. ».

Il n'appartient pas à la Commission régionale de développement d'apprécier si un projet d'arrêté, tel que celui à l'examen, a une incidence notable ou non sur le développement de la Région puisque le Gouvernement a décidé en l'espèce que son projet entrerait dans le champ d'application de l'article 7, alinéa 2, du CoBAT ⁴. Il en résulte que la Commission régionale de développement devait donner son avis sur le projet d'arrêté conformément à la décision prise en ce sens par le Gouvernement.

Par ailleurs, aucune disposition du CoBAT ne prévoit que l'absence d'avis de celle-ci dans le délai de trente jours équivaut à un avis favorable. Il n'appartient davantage pas au Gouvernement de le prévoir faute d'habilitation en ce sens.

Enfin, aucune disposition de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 2010 relatif à la Commission régionale de développement ⁵ ne tire de conséquence de l'absence d'avis donné par cette Commission à l'expiration du délai prévu à cet effet et il n'appartient donc pas au Gouvernement de décider au cas par cas les conséquences d'une éventuelle absence d'avis.

Par conséquent, il y a lieu de considérer que la formalité n'a pas été régulièrement accomplie et l'auteur du projet doit solliciter à nouveau l'avis de la Commission régionale de développement.

Observations particulières

Préambule

1. Le deuxième alinéa du préambule doit être omis car l'arrêté qu'il vise n'est pas modifié ou abrogé par le projet examiné.

⁴ Voir l'avis 47.914/4, donné le 3 mars 2010, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement.

⁵ Voir notamment l'article 11 de cet arrêté.

2. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis 49.175/4 du Conseil d'État, donné le 9 février 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973; »⁶.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Interrogée sur la portée de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet qui prévoit que les montants des subventions « peuvent » être alloués aux communes pour les frais de fonctionnement des commissions de concertation communales, par rapport à l'article 3 du projet qui dispose qu'« à défaut de respecter le délai et les modalités prescrits à l'article 2, la commune perd 'le droit' au montant de la subvention pour le trimestre écoulé », la déléguée du Secrétaire d'État a confirmé que :

« L'article 1^{er} est bien à lire en combinaison avec l'article 3. L'autorité n'a pas de réel pouvoir d'appréciation quant à l'octroi de la subvention mais la commune qui ne respecte pas les modalités requises perd son droit à la subvention ».

Puisque l'intention de l'auteur du projet est d'instaurer un droit à la subvention, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet sera revu et les mots « qui peuvent être alloué[e]s » seront remplacés par les mots « qui sont allouées ».

2. L'article 1^{er}, alinéa 3, du projet dispose que « les avis émis par la commission de concertation ne sont subventionnés que s'ils résultent de mesures réglementaires ».

Les hypothèses dans lesquelles l'avis émis par une commission de concertation donne droit à la subvention gagneraient à être précisées.

À cet égard, dans la note au Gouvernement du 14 octobre 2010, il est écrit, concernant l'article 1^{er} du projet, que « l'organisation d'une commission de concertation non juridiquement requise ne donnera donc lieu à aucune subvention ».

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

Le texte ne traduit toutefois pas cette intention. En effet, tel qu'il est rédigé, toute réunion de la commission de concertation donne droit à une subvention minimale de cinquante euros, que la commission rende ou non, à l'occasion de cette réunion, des avis résultant « de mesures réglementaires ».

En outre, interrogée sur ce qu'il faut entendre par « mesures réglementaires » au sens de l'article 1^{er}, alinéa 3, du projet, la déléguée du Secrétaire d'État a déclaré ce qui suit :

« Lors de la dernière réforme du CoBAT, afin de mettre un terme à une controverse et une application différente de l'article 9, alinéa 3 du CoBAT dans les différentes communes de la Région et de ne pas surcharger la Commission de concertation par l'examen de dossiers qui ne doivent pas lui être soumis, il a clairement été précisé les seuls cas dans lesquels cette commission peut être saisie d'une demande d'avis à l'occasion d'une demande de permis d'urbanisme ou de lotir ou de certificat d'urbanisme : il s'agit des cas visés à l'article 9, alinéa 2 du CoBAT.

Les questions visées à l'alinéa 3 sont toutes celles ayant trait à l'aménagement local autres que celles portant sur l'élaboration des plans et règlements et l'instruction des demandes de permis. En pratique, il ne s'agit que de cas très limités pour lesquels l'avis de la commission de concertation pourrait être demandé par le Gouvernement, le fonctionnaire délégué ou la commune.

Comme le stipule l'article 3 (lire : l'article 1^{er}, alinéa 3) de l'arrêté en avant-projet, les avis émis par la commission de concertation ne sont subventionnés que s'ils résultent de mesures réglementaires.

Ces mesures réglementaires font référence à l'article 9 du CoBAT, alinéas 2 et 3. Par conséquent, tant l'organisation des commissions de concertation dont l'avis est requis en vertu de l'alinéa 2 que celle prévue par les rares cas de l'alinéa 3 a droit à être subventionnée ».

Le texte du projet ne traduit pas davantage une telle intention. En effet, si celle-ci est effectivement de subventionner tous les avis rendus conformément aux alinéas 2 et 3 de l'article 9 du CoBAT, alors l'article 1^{er}, alinéa 3, du projet est inutile, puisque les seuls avis que la commission de concertation est habilitée à donner, sont visés par ces dispositions.

L'article 1^{er}, alinéa 3, du projet sera revu pour tenir compte de cette observation.

Article 2

Concernant l'article 2 du projet, la déléguée du Secrétaire d'État a précisé que « l'autorité compétente de la Région » est actuellement la « direction de la comptabilité en coordination avec la direction de l'urbanisme » mais qu'il est préférable d'« indiquer l'autorité compétente de la Région dans l'arrêté en cas de réorganisation interne du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale » et que « de plus, ces aspects pratiques seront communiqués par l'administration régionale aux communes en temps utile ».

Cependant, dans la mesure où l'article 3 du projet prévoit une perte du droit à la subvention pour la commune en cas de non-respect du délai et des modalités prescrits à l'article 2, il serait préférable de préciser, dans l'arrêté lui-même, quelle est « l'autorité compétente de la Région ».

L'article 2 du projet sera revu en conséquence.

Article 5

Selon l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les secrétaires d'État régionaux ne font pas partie du Gouvernement. Celui-ci ne peut donc charger un secrétaire d'État de l'exécution d'un arrêté.

L'article 5 doit dès lors être revu ⁷.

⁷ *Ibid.*, recommandation n° 167.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme V. SCHMITZ, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.175/4
VAN 9 FEBRUARI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 12 januari 2011 door de Minister-President van de Regering van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van de bedragen en de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, toegekend aan de gemeenten voor de werkingskosten van de gemeentelijke overlegcommissies", heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Het ontwerpbesluit voert artikel 10 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening uit (hierna het "BWRO"), dat de regering machtigt de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen aan de gemeenten voor de werking van de overlegcommissies vast te stellen.

Overeenkomstig artikel 10, § 1, 2°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2006 betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak worden inzonderheid de ontwerpen van besluit "waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed of uitgaven kunnen ontstaan" aan de minister van Begroting voorgelegd met het oog op diens akkoordbevinding.

Uit het dossier blijkt evenwel dat de akkoordbevinding van de minister van Begroting niet gevraagd is. Enerzijds heeft de inspecteur-generaal van Financiën op 2 september 2010 een gunstig advies gegeven over het ontwerp van besluit en erop gewezen dat het voorstel geen extra begrotingsweerslag heeft ten laste van basisallocatie 27.007.27.02.43.22¹, en anderzijds, volgens de bewoordingen van de nota aan de regering van 14 oktober 2010, is de akkoordbevinding van de minister van Begroting niet vereist, aangezien het voorstel geen begrotingsweerslag heeft.

De afdeling Wetgeving kan niet aannemen dat de regering vrijgesteld is van het verkrijgen van de akkoordbevinding van de minister van Begroting over de onderzochte tekst, om reden dat er geen enkele extra begrotingsweerslag is buiten die waarin voorzien is voor de toekenning van toelagen met toepassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 november 2006 tot vaststelling van de toelagen toegekend aan de gemeenten voor de werkingskosten van de gemeentelijke overlegcommissies, waarvan het ontwerp de opheffing beoogt. In zoverre het ontworpen besluit betrekking heeft op nieuwe bepalingen

¹ In dit verband, zie de ordonnantie van 24 december 2010 houdende de Algemene Uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingjaar 2011, BS, 19 januari 2011, 1^e editie, blz. 5.400 e.v., inz. blz. 5.924.

betreffende subsidies die wegens hun aard voor het gewest uitgaven zullen meebrengen, is de akkoordbevinding van de minister van Begroting vereist met toepassing van artikel 10, § 1, 2°, van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2006.

De regering dient er dus op toe te zien dat aan dit vormvereiste wordt voldaan.

2. Artikel 7, tweede lid, van het BWRO, zoals ingevoegd bij de ordonnantie van 14 mei 2009², bepaalt het volgende:

"De Regering vraagt het advies van de Gewestelijke [Ontwikkelings]commissie betreffende de voorontwerpen van ordonnantie en de ontwerpbesluiten die betrekking hebben op de aangelegenheden bedoeld in dit Wetboek die een aanzienlijke impact hebben op de ontwikkeling van het Gewest. De Gewestelijke Commissie brengt haar advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag".

In het Brussels Hoofdstedelijk Parlement zijn tijdens de debatten in de commissie voor de Ruimtelijke Ordening, de Stedenbouw en het Grondbeleid de volgende verklaringen gedaan over het begrip "aanzienlijke impact" in de zin van het nieuwe artikel 7, tweede lid, van het BWRO:

"De Minister-President legt uit dat de GOC haar advies moet kunnen uitbrengen over alles wat een verordenende strekking heeft, aangezien alles wat verordenend is een aanzienlijke impact kan hebben. Deze interpretatie van de besproken bepaling is een vooruitgang ten opzichte van de oude tekst. De bepaling is dus van toepassing op bijna alle ordonnanties. Wat de besluiten betreft, moet wellicht – bijvoorbeeld – een benoemingsbesluit niet worden voorgelegd aan de GOC. (...) De Minister-President antwoordt dat het besproken artikel daarom een zekere beoordelingsvrijheid aan de Regering laat door de term "aanzienlijke impact" te gebruiken (*Gedr. St. BHG 2008-2009*, nr. A-527/2, 80-81)"³.

Wat het voorliggende ontwerpbesluit betreft, heeft de regering op 14 oktober 2010 besloten "het advies van de gewestelijke ontwikkelingscommissie in te winnen binnen een termijn van ten hoogste 30 dagen, krachtens artikel 7 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening".

² Volgens artikel 123 van de ordonnantie van 14 mei 2009 is deze nieuwe bepaling op 1 januari 2010 in werking getreden.

³ In verband met de raadpleging van de gewestelijke overlegcommissie over voorontwerpen van ordonnantie, zie advies 44.942/4, gegeven op 1 oktober 2008, over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van 14 mei 2009 tot wijziging van de ordonnantie van 13 mei 2004 houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening (*Parl. St., Br. H. Parl.*, 2008-2009, nr. A-527/1), advies 47.606/4, gegeven op 13 januari 2010, over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van 9 december 2010 tot wijziging van de ordonnantie van 19 maart 2009 tot wijziging van titel VII en titel X van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreffende het voorkeurecht (*Parl. St., Br. H. Parl.*, 2009-2010, nr. A-94/1), alsook advies 47.684/4, gegeven op 1 februari 2010, over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 september 2010 houdende wijziging van de ordonnantie van 13 mei 2004 houdende ratificatie van het BWRO.

Op 26 november 2010 heeft de gewestelijke ontwikkelingscommissie het volgende geantwoord:

"La Commission a le regret de vous faire part de sa décision de ne pas remettre d'avis sur l'avant-projet d'arrêté repris en rubrique. Elle considère, en effet, que celui-ci vise à régler une question purement administrative qui n'a pas d'incidence notable sur le développement de la Région. A défaut d'avis dans les trente jours, il est donc réputé favorable."

Het staat niet aan de gewestelijke ontwikkelingscommissie te oordelen of een ontwerpbesluit, zoals datgene dat voor onderzoek voorligt, al dan niet een aanzienlijke impact heeft op de ontwikkeling van het gewest, aangezien de regering in casu besloten heeft dat haar ontwerp viel onder de toepassing van artikel 7, tweede lid, van het BWRO ⁴. Hieruit volgt dat de gewestelijke ontwikkelingscommissie overeenkomstig het door de regering in deze zin genomen besluit haar advies over het ontwerpbesluit moest uitbrengen.

Bovendien bepaalt geen enkel artikel van het BWRO dat de ontstentenis van een advies van deze commissie binnen een termijn van dertig dagen neerkomt op een gunstig advies. Het komt de regering bij gebrek aan een machtiging in deze zin, evenmin toe hierin te voorzien.

Ten slotte wordt in geen enkele bepaling van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 maart 2010 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie ⁵ een gevolg verbonden aan het ontbreken van een advies, door deze commissie, bij het verstrijken van de termijn die hiertoe is bepaald, en het komt dus niet aan de regering toe om geval per geval te besluiten over de gevolgen van een eventueel ontbreken van een advies.

Bijgevolg moet worden geoordeeld dat aan het vormvereiste niet naar behoren is voldaan en moet de steller van het ontwerp opnieuw het advies van de gewestelijke ontwikkelingscommissie inwinnen.

⁴ Zie advies 47.914/4, gegeven op 3 maart 2010, over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu.

⁵ Zie inzonderheid artikel 11 van dit besluit.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Het tweede lid van de aanhef dient te vervallen, daar het besluit waarop het betrekking heeft door het onderzochte ontwerp niet wordt gewijzigd of opgeheven.

2. Het lid betreffende het advies van de Raad van State behoort als volgt te worden gesteld:

"Gelet op advies 49.175/4 van de Raad van State, gegeven op 9 februari 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;"⁶.

Dispositief

Artikel 1

1. De gemachtigde van de Staatssecretaris heeft het volgende bevestigd op de vraag wat de strekking is van artikel 1, eerste lid, van het ontwerp, dat bepaalt dat de bedragen van de toelagen aan de gemeenten "kunnen" worden toegekend voor de werkingskosten van de gemeentelijke overlegcommissies, ten opzichte van artikel 3 van het ontwerp, dat bepaalt dat "als de termijn en de modaliteiten die in artikel 2 worden bepaald, niet worden nageleefd, (...) de gemeente 'het recht' (verliest) op het subsidiebedrag voor het verlopen kwartaal":

"L'article 1^{er} est bien à lire en combinaison avec l'article 3. L'autorité n'a pas de réel pouvoir d'appréciation quant à l'octroi de leur subvention mais la commune qui ne respecte pas les modalités requises perd son droit à la subvention".

Aangezien de bedoeling van de steller van het ontwerp erin bestaat een recht op de toelage in te voeren, moet artikel 1, eerste lid, van het ontwerp worden herzien en dienen de woorden "die ... kunnen worden toegekend" te worden vervangen door de woorden "die ... worden toegekend".

2. Artikel 1, derde lid, van het ontwerp bepaalt dat "de adviezen die de overlegcommissie uitbrengt, (...) slechts een toelage (krijgen) als hiervoor reglementaire maatregelen werden genomen".

⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2.

De gevallen waarin het door een overlegcommissie uitgebrachte advies recht geeft op de toelage zouden moeten worden verduidelijkt.

In dit verband staat in de nota aan de regering van 14 oktober 2010 in verband met artikel 1 van het ontwerp dat indien een overlegcommissie wordt georganiseerd die juridisch niet vereist is, zulks geen aanleiding zal geven tot enige toelage".

De tekst geeft deze bedoeling evenwel niet weer. Zoals hij immers geredigeerd is, geeft elke bijeenkomst van de overlegcommissie recht op een minimumtoelage van vijftig euro, ongeacht of de commissie ter gelegenheid van deze bijeenkomst al dan niet adviezen uitbrengt die voortvloeien uit "reglementaire maatregelen".

De gemachtigde van de Staatssecretaris heeft bovendien het volgende verklaard als antwoord op de vraag wat moet worden verstaan onder "reglementaire maatregelen" in de zin van artikel 1, derde lid, van het ontwerp:

« Lors de la dernière réforme du CoBAT, afin de mettre un terme à une controverse et une application différente de l'article 9, alinéa 3 du CoBAT dans les différentes communes de la Région et de ne pas surcharger la Commission de concertation par l'examen de dossiers qui ne doivent pas lui être soumis, il a clairement été précisé les seuls cas dans lesquels cette commission peut être saisie d'une demande d'avis à l'occasion d'une demande de permis d'urbanisme ou de lotir ou de certificat d'urbanisme : il s'agit des cas visés à l'article 9, alinéa 2 du CoBAT.

Les questions visées à l'alinéa 3 sont toutes celles ayant trait à l'aménagement local autres que celles portant sur l'élaboration des plans et règlements et l'instruction des demandes de permis. En pratique, il ne s'agit que de cas très limités pour lesquels l'avis de la commission de concertation pourrait être demandé par le Gouvernement, le fonctionnaire délégué ou la commune.

Comme le stipule l'article 3 (lire : l'article 1^{er}, alinéa 3) de l'arrêté en avant-projet, les avis émis par la commission de concertation ne sont subventionnés que s'ils résultent de mesures réglementaires.

Ces mesures réglementaires font référence à l'article 9 du CoBAT, alinéas 2 et 3. Par conséquent, tant l'organisation des commissions de concertation dont l'avis est requis en vertu de l'alinéa 2 que celle prévue par les rares cas de l'alinéa 3 a droit à être subventionnée ».

In de tekst van het ontwerp wordt een zodanige bedoeling evenmin weergegeven. Indien deze er immers in bestaat een toelage toe te kennen voor alle adviezen uitgebracht overeenkomstig het tweede en derde lid van artikel 9 van het BWRO, is artikel 1, derde lid, van het ontwerp overbodig, aangezien deze bepalingen alleen betrekking hebben op de adviezen die de overlegcommissie gemachtigd is uit te brengen.

Artikel 1, derde lid, van het ontwerp moet worden herzien om met deze opmerking rekening te houden.

Artikel 2

In verband met artikel 2 van het ontwerp heeft de gemachtigde van de Staatssecretaris erop gewezen dat de "bevoegde gewestelijke overheid" thans de directie comptabiliteit is, samen met de directie Stedenbouw, maar dat het verkieslijk is de bevoegde gewestelijke overheid te specificeren in het besluit, in geval van interne reorganisatie van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en dat deze praktische aspecten bovendien te gelegener tijd door het gewestelijk bestuur aan de gemeenten zullen worden medegedeeld.

In zoverre artikel 3 van het ontwerp echter voorziet in het verlies van het recht op de toelage voor de gemeente indien de termijn en de nadere regels voorgeschreven in artikel 2 niet worden nageleefd, is het verkieslijk in het besluit zelf te verduidelijken wat de "bevoegde gewestelijke overheid" is.

Artikel 2 van het ontwerp behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 5

Volgens artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen maken de gewestelijke staatssecretarissen geen deel uit van de regering. Deze kan een staatssecretaris dus niet belasten met de uitvoering van een besluit.

Artikel 5 dient derhalve te worden herzien ⁷.

⁷ *Ibid.*, aanbeveling nr. 167.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. V. SCHMITZ, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY